

bourg la nouvelle de la chute de Louis-Philippe ; aussi la Révolution prit-elle dans ce pays une forme parlementaire. Une motion d'ordre financier donna à l'opposition radicale enhardie l'occasion de formuler son nouveau programme. Les finances étaient le point faible de l'Autriche : les embarras constants du Trésor étaient publics ; en croyant les masquer par un rigoureux secret, le gouvernement n'avait réussi qu'à donner cours à des légendes pires que la réalité. L'État n'avait plus de crédit depuis ses deux banqueroutes. Toute difficulté intérieure, toute complication extérieure, était accueillie par la hausse du change, la baisse du papier-monnaie, justement suspect, la fuite des métaux précieux, sur lesquels on craignait toujours que le gouvernement ne mit la main. La chute de Louis-Philippe fut saluée de la sorte, et la crise se fit sentir en Hongrie. Kossuth, à la Diète, dévoila les causes politiques. Si nos finances souffrent, c'est que nous n'en sommes pas les maîtres. Nous voulons exercer et développer nos droits constitutionnels, et nous nous heurtons à la résistance du gouvernement de Vienne, qui est absolutiste. Cette opposition de deux principes, constitutionnel et absolutiste, c'est le nœud de la question autrichienne, c'est la menace pour l'avenir. La dynastie, pour résister à la crise européenne actuelle, doit pouvoir compter sur l'appui de tous ses peuples ; elle ne le pourra que si elle établit dans la monarchie tout entière un régime constitutionnel. Nous demandons donc au roi, pour la Hongrie, la nomination d'un ministère responsable devant le Parlement, qui garantira l'exécution des lois hongroises ; pour le reste de la monarchie, des institutions constitutionnelles. C'est un changement considérable, et qui exigera sur beaucoup de points une entente entre les États héréditaires et nous ; nous y sommes prêts, sous la seule réserve de nos droits de nation indépendante et de nos intérêts.

Sous une forme légale, le discours et la motion de Kossuth exprimaient des idées révolutionnaires : ils ne tendaient à rien de moins qu'à bouleverser de fond en comble le système politique sur lequel reposait l'existence même de la monarchie. Ils étaient, à l'intérieur des frontières autrichiennes, la première manifestation révolutionnaire : c'est à la lecture du discours de Kossuth qu'à Vienne, le 13 mars, la foule s'excita jusqu'à envahir la salle des États. Ni son réquisitoire contre l'absolutisme, ni son programme hongrois n'étaient nouveaux ; ce qui l'était, c'était le programme, formulé pour la première fois, du dualisme moderne, union de deux États indépendants et constitutionnels. Sans doute, Kossuth